



## **ASSEMBLEE COMMUNALE ORDINAIRE**

**DU 10 DECEMBRE 2024**

Lieu : Salle communale de Bonfol

Début / Fin : 20h00 / 22h10

Scrutateurs : MM. BP et OG

Ayants droit : 27 ayants droit sont présents

Le **Vice-Président** souhaite la bienvenue aux Autorités communales et aux Citoyennes et Citoyens présent(e)s.

Il accueille **M. FB** du bureau ATB qui a travaillé sur les règlements qui seront présentés. Il excuse l'absence du Président **M. FG** qui est hospitalisé et informe qu'il va mieux.

Cette Assemblée communale ordinaire a été régulièrement convoquée par le Journal Officiel N° 41 du 14 novembre 2024, ainsi que par le bulletin d'information N° 51 de la Commune de Basse-Vendline.

Le **Vice-Président** relève que la présence des citoyens témoigne de l'engagement et de l'intérêt porté à la Commune et elle permet d'échanger et de partager des idées. Il précise qu'elle est essentielle et est importante pour créer ensemble un lieu où il fait bon vivre.

### **Ordre du jour**

1. Procès-verbal de la dernière Assemblée communale.
2. Discuter et adopter les taxes communales, la quotité d'impôt et voter le budget communal 2025.
3. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement relatif à l'approvisionnement en eau potable (RAEP) de la Commune mixte de Basse-Vendline.
4. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement relatif à l'évacuation et au traitement des eaux (RETE) de la Commune mixte de Basse-Vendline.
5. Divers

Le **Vice-Président** propose d'inverser le point 2 avec les points 3 et 4 et de présenter le budget à la fin.

Personne ne s'oppose au changement de l'ordre du jour proposé. Le nouvel ordre du jour est donc :

1. Procès-verbal de la dernière Assemblée communale.
2. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement relatif à l'approvisionnement en eau potable (RAEP) de la Commune mixte de Basse-Vendline.
3. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement relatif à l'évacuation et au traitement des eaux (RETE) de la Commune mixte de Basse-Vendline.
4. Discuter et adopter les taxes communales, la quotité d'impôt et voter le budget communal 2025.
5. Divers



## **1. Procès-verbal de la dernière Assemblée communale**

Le **Vice-Président** demande si l'Assemblée a des remarques à formuler sur le procès-verbal de la dernière Assemblée communale.

**AW** : il est indiqué dans le dernier PV que le Maire fera une vérification sur les ménages pour la taxe de base sur les ordures. Il souhaite connaître le résultat de cette vérification.

**Françoise Beuret** : le Service juridique du Canton a été consulté et il a renvoyé cette demande au Délégué aux affaires communales et elle donne lecture de la réponse reçue de **JB** :

*« Le règlement tarifaire relatif à la gestion des déchets, à son article 3 donne **la définition** des personnes assujetties, par exemple toutes les personnes physiques majeures, les propriétaires de résidences secondaires, les commerces, etc.*

*L'article 6 dudit règlement donne le montant de la taxe par personne physique majeure et par ménage comprenant plusieurs personnes physiques, et ce, même si lesdits ménages comprennent des enfants.*

*Les factures ne sont pas envoyées aux enfants mais à **la personne** physique majeure du ménage.*

*Il est logique qu'un ménage comprenant une personne seule produise moins de déchets qu'un ménage comprenant deux adultes et trois enfants. C'est pourquoi il existe cette différenciation. »*

**AW** : est-ce que cette réponse sera ajoutée au règlement qui a été accepté ? Car il se demande comment le personnel du secrétariat va appliquer ce règlement et s'il va pouvoir renseigner les personnes qui auraient des questions ou les renvoyer au Canton. Il indique avoir pris contact avec **CHR**, Délégué aux affaires communales.

**Le Maire** : un règlement ne peut pas être modifié sans être ratifié par l'Assemblée communale. La dernière Assemblée a décidé d'accepter le règlement tel qu'il était proposé. Pour l'application de ce règlement, il donne l'exemple de sa famille à qui on facturera la taxe pour deux adultes et 4 mineurs, soit 6 personnes. Il confirme que le secrétariat communal répond aux questions et indique que la situation semblait être claire pour le Délégué aux affaires communales qui travaille beaucoup avec les lois, ce qui n'est pas toujours le cas que pour nous. Il admet que cet article a causé une certaine confusion et indique que la dernière réponse du Délégué aux affaires communales date d'hier. Une réponse avait déjà été obtenue qui ne semblait pas très claire, raison pour laquelle le Service juridique a été consulté, mais il ne répond pas aux Communes. Ce qui ressort des indications reçues de **JB** du bureau du Délégué aux affaires communales, c'est que la taxe doit être facturée à tout le monde. Il confirme que ce point pourrait éventuellement être clarifié dans le futur. Il précise que beaucoup de Communes ont passé ce règlement, et que c'est la première fois que cette interrogation s'est posée. Le Canton commence à s'interroger sur cet article qui laisse planer une zone d'ombre et il pourrait peut-être modifier le règlement.

**AW** est d'accord avec **le Maire** et il a lui-même pris contact avec **CHR** qui n'a pas pu lui donner de réponse sur les divergences avec l'article 6.

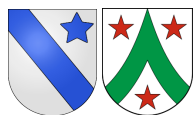
**Le Maire** confirme que cet article est confus. Le Conseil communal n'y avait pas prêté attention et il s'en excuse.

**AW** demande que l'on soit convaincu de sa bienveillance, il ne recherche que la clarté.

**Le Maire** confirme à **AW** que personne ne lui en veut de vouloir être clair avec des articles de loi qui sont essentiels à tout le monde.

**Personne n'ayant d'autre remarque, le procès-verbal de la dernière Assemblée communale est accepté à l'unanimité.**





## 3. Financement de l'approvisionnement en eau

### Financement actuel

La commune de Basse-Vendline applique, depuis le 01.05.2024, les taxes suivantes pour l'approvisionnement en eau :

Libellé	Unité	2024
Taxe de base	CHF/an	de 135.- à 1'890.-
Location compteur	CHF/comp.	0.-
Taxe de consommation	CHF/m <sup>3</sup>	de 2.30 à 1.40

En 2023, les taxes permettaient au service d'approvisionnement en eau d'assurer le revenu moyen suivant :

**215'860.- CHF / an**

### Financement nécessaire

Les taxes pour l'approvisionnement en eau doivent couvrir la somme des frais d'exploitation et l'attribution annuelle pour le maintien de la valeur des installations.

Libellé	Unité	2021	2022	2023	Libellé	Valeur de remplacement CHF	Durée d'utilisation an	Taux de renouvellement %	Attribution annuelle CHF/an
Matériel	CHF/an	0	0	1'593	Conduites et hydrants	6'225'195	80	1.25	54'410
Eau, énergie, combustible	CHF/an	421	472	639	Réservoirs	0	66	1.52	0
Matériel première et matériel auxiliaire	CHF/an	297	2'686	19'994	Capteurs, pompes	0	50	2.90	0
Prestations de tiers	CHF/an	12'760	13'741	42'499	Stations de traitement, automatisation	0	33	3.03	0
Entretien, réparation	CHF/an	1'000	1'000	1'120	Compteurs	134'715	15	6.67	6'290
Dédommagement à la Commune	CHF/an	9'548	11'943	0	Total	6'359'910	104.67	8.96	69'769
Imputations internes	CHF/an	875	450	200					
Achats eau SEV	CHF/an	169'838	178'637	156'436	Somme des frais pour le service de l'assainissement des eaux				
Achats eau SDP	CHF/an	652	663	642	Libellé	Coûts annuels CHF / an			
Consommation compteurs ext.		-13'800	-12'322	-21'301	Frais d'exploitation	192 228			
Logiciels					Attribution annuelle pour maintien de la valeur	60 760			
Imputations internes					Somme	252 988			
Total	CHF/an	181'591	197'273	197'822					
Moyenne	CHF/an		192'228						

### Financement futur

Pour le calcul des taxes de l'approvisionnement en eau potable, la commune de Basse-Vendline choisit les taux suivants:

- 70% d'attribution annuel du maintien de la valeur
- Taux de couverture des frais annuels de 40% pour la taxe de base et 60% pour la taxe de consommation

Les résultats du calcul sont présentés dans le tableau ci-dessous:

Libellé	Revenu total [Fr. / an]	Montant TC [Fr. / m <sup>3</sup> ]	Montant TB [Fr. / an]
T1 Tranche jusqu'à 55 m <sup>3</sup> /an	-	2.20	235
T2 Tranche de 56 à 500 m <sup>3</sup> /an	-	2.10	240
T3 Tranche de 501 à 1'000 m <sup>3</sup> /an	-	1.95	290
T4 Tranche de 1'001 à 3'000 m <sup>3</sup> /an	-	1.85	390
T5 Tranche de 3'000 à 5'000 m <sup>3</sup> /an	-	1.75	695
T6 Tranche au-delà de 5'000 m <sup>3</sup> /an	-	1.65	1'200
CT Couverture total charges par TB et TC	252'988		

- En moyenne, une personne consomme 55 m<sup>3</sup>/an
- La consommation pour un ménage se situe dans la tranche T2
- Pour un ménage de 4 personnes (219 m<sup>3</sup>) :

Libellé	Calcul	Unité	2025
Taxes d'utilisation	TB + TC	CHF/an	700
CR Hrac Coût de revient par habitant par an	(TB + TC) / NHAB	CHF/hab./an	175
CR Hrac Coût de revient par habitant par mois	(TB + TC) / NHAB	CHF/hab./racm	14.60
CR cons Coût de revient par m <sup>3</sup>	(TB + TC) / CE	CHF/m <sup>3</sup>	3.20

### Facturation actuelle

Libellé	Calcul	Unité	2024
Taxes d'utilisation	TB + TC	CHF/an	605
CR Hrac Coût de revient par habitant par an	(TB + TC) / NHAB	CHF/hab./an	151
CR Hrac Coût de revient par habitant par mois	(TB + TC) / NHAB	CHF/hab./racm	12.60
CR cons Coût de revient par m <sup>3</sup>	(TB + TC) / CE	CHF/m <sup>3</sup>	2.75

### Résumé du financement futur :

- les taxes de consommation passent de CHF 2.20 pour les petits consommateurs à CHF 1.65 pour les grands consommateurs.
- les taxes de base passent de CHF 235.00 pour les petits consommateurs à CHF 1'200.00 pour les grands consommateurs, et ce sont ces taxes qui sont votées ce soir.

## Recommandations de la Surveillance des prix – Eau potable

### 3. Recommandation

Sur la base des considérations qui précèdent et conformément aux articles 2, 13 et 14 LSPr, le Surveillant des prix recommande aux autorités de la commune mixte de Basse-Vendline :

- de modifier l'article 4 du règlement tarifaire relatif à l'approvisionnement en eau potable, de sorte que les attributions annuelles au titre de maintien de la valeur soient calculées sur la base d'un taux d'attribution de 60 % au maximum ;
- de baisser les taxes, afin que les revenus annuels ne dépassent pas CHF 244'000.-.





Ces taxes ont été soumises à la Surveillance des prix qui, après analyse des résultats, a émis des recommandations dont le but est de baisser les prix des utilisateurs au maximum. Dans le calcul, le taux d'attribution a été défini à 70 % et le Surveillant des prix a proposé de le baisser à 60 %, soit le minimum. Toutefois, pour pouvoir assurer la pérennité et la mise à jour du réseau et des conduites, le Conseil communal a décidé de maintenir ce taux à 70 %. Il a également été proposé de baisser encore un peu les taxes, mais pour assurer le remplacement des conduites qui sera réalisé prochainement, le Conseil communal a également décidé de maintenir les taxes proposées.

Pour la votation qui interviendra, l'Assemblée se prononcera sur le règlement relatif à l'approvisionnement en eau potable et le règlement tarifaire. Ces deux règlements sont séparés, ceci afin d'éviter dans le futur de devoir revoter tout le règlement si les taxes devaient être adaptées.

**Bernard Rohrbach** : le Conseil communal a gardé le barème à 70 %, car en raison de la vétusté de certaines conduites, beaucoup d'investissements seront réalisés à court terme sur Bonfol. S'ils ne sont pas financés, des emprunts seront réalisés. Les calculs pour le renouvellement complet des installations sont faits sur 80 ans. Tout ce qui sera reporté restera à charge des générations futures, raison pour laquelle il a été décidé d'anticiper pour faire des réserves.

Le Vice-Président propose de ne pas lire tout le règlement, mais uniquement les têtes de chapitres.

**Personne ne s'y oppose.**

**M. Bernard Rohrbach** présente les têtes de chapitres du règlement qui est simultanément projeté au beamer.

Personne ne désirant s'exprimer, le **Vice-Président** passe au vote.

**Le règlement relatif à l'approvisionnement en eau potable (RAEP) de la Commune mixte de Basse-Vendline est accepté à l'unanimité.**

### **Règlement tarifaire relatif à l'approvisionnement en eau potable (RAEP) de la Commune mixte de Basse-Vendline**

La lecture du règlement tarifaire n'est pas demandée.

**Bernard Rohrbach** donne lecture des titres en marge. Le règlement tarifaire est simultanément projeté au beamer.

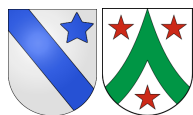
Personne n'ayant de question, le **Vice-Président** passe au vote.

**Le règlement tarifaire relatif à l'approvisionnement en eau potable (RAEP) de la Commune mixte de Basse-Vendline est accepté à l'unanimité.**

Le **Vice-Président** remercie **FB** pour sa présentation.

### **3. Prendre connaissance et approuver le nouveau règlement relatif à l'évacuation et au traitement des eaux (RETE) de la Commune mixte de Basse-Vendline**

**Bernard Rohrbach** informe que le second règlement présenté ce soir relatif à l'évacuation et au traitement des eaux et le règlement tarifaire découlent eux aussi de loi cantonale sur la gestion des Eaux entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2016 et de l'ordonnance sur la gestion des Eaux entrée en vigueur le 29 novembre 2016.



La nouvelle loi cantonale sur la gestion des eaux définit une structure des taxes assurant le financement des installations d'évacuation des eaux et de traitement des eaux. Le principal changement est l'introduction de l'obligation légale de financer l'entretien et le remplacement des infrastructures existantes, ainsi que les réalisations futures par le biais d'une taxe.

Les règlements qui sont soumis à l'Assemblée ont été élaborés sur la base du règlement type du Canton, en collaboration avec le bureau ATB et l'Office de l'environnement et ils ont fait l'objet d'un examen préalable par l'Office de l'environnement, le Délégué aux affaires communales et par Monsieur Prix.

Il demande au **Vice-Président** de faire voter l'entrée en matière.

**L'entrée en matière est acceptée.**

**FB** présente le principe du financement de l'assainissement des eaux qui est quasiment le même que celui de l'alimentation en eau avec un fichier Excel pour la taxe de base et la taxe d'épuration. Une présentation Powerpoint est simultanément projetée.

## 4. Financement de l'assainissement des eaux

### Financement actuel

La commune de Basse-Vendline applique les taxes suivantes pour l'assainissement des eaux :

Libellé	Unité	2024
Taxe de base	CHF/an	de 160.- à 1'830.-
Taxe de consommation	CHF/m <sup>3</sup>	de 2.60 à 1.70
Taxe de raccordement unique	% VO CHF	14.8 6'120.-

En 2023, les taxes permettaient au service de l'assainissement des eaux d'assurer le revenu moyen suivant :

**120'435.- CHF /an**  
(excl. la taxe de raccordement)

### Financement nécessaire

Les taxes pour l'assainissement des eaux doivent couvrir la somme des frais d'exploitation et l'attribution annuelle pour le maintien de la valeur des installations.

#### Frais d'exploitation

Libellé	Unité	2021	2022	2023
Personnel d'exploitation	CHF/an	7'500	7'784	7'212
Matériel	CHF/an	18'912	10'086	1'369
Mobilier, machines, véhicules	CHF/an	1'067	0	0
Eau, énergie, combustible	CHF/an	1'515	1'440	1'602
Matière première et matériel auxiliaire	CHF/an			
Prestations de tiers	CHF/an	0	14'418	43'610
Assurances	CHF/an	1'801	1'856	1'359
Syndicat : exploitation	CHF/an	97'748	97'559	97'469
Syndicat : maintien de la valeur	CHF/an	0	0	0
Imputations internes	CHF/an	9'179	14'311	11'010
...	CHF/an	1'600	1'600	1'646
<b>Total</b>	CHF/an	<b>139'322</b>	<b>149'054</b>	<b>166'277</b>
Moyenne	CHF/an		<b>151'218</b>	

**ATB SA**

### Financement futur

Pour le calcul des taxes de l'assainissement des eaux, la commune de Basse-Vendline a choisi les taux suivants :

- **60%** d'attribution annuel du maintien de la valeur
- Taux de couverture des frais annuels de **40%** pour la taxe de base et **60%** pour la taxe de consommation
- Taxe de raccordement : **20%** de la valeur officielle

Les résultats du calcul sont présentés dans le tableau ci-dessous :

Libellé	Revenu total [Fr. / an]	Montant TC [Fr. / m <sup>3</sup> ]	Montant TB [Fr. / an]
T1	Tranche jusqu'à 55 m <sup>3</sup> /an	2.85	225
T2	Tranche de 56 à 500 m <sup>3</sup> /an	2.70	230
T3	Tranche de 501 à 1'000 m <sup>3</sup> /an	2.55	300
T4	Tranche de 1'001 à 3'000 m <sup>3</sup> /an	2.40	440
T5	Tranche de 3'000 à 5'000 m <sup>3</sup> /an	2.30	850
T6	Tranche au-delà de 5'000 m <sup>3</sup> /an	2.15	1'535
CT	Couverture total charges par TB et TC	226'998	

**ATB SA**

- En moyenne, une personne consomme 55 m<sup>3</sup>/an
- La consommation pour un ménage se situe dans la tranche T2
- Pour un ménage de 4 personnes (219 m<sup>3</sup>) :

Libellé		Calcul	Unité	2025
	Taxes d'utilisation	TB + TC + TS	CHF/an	821
CR Hac	Coût de revient par habitant par an	$(TB + TC + TS) / NHAB$	CHF/hab_an/an	205
CR Hac	Coût de revient par habitant par mois	$(TB + TC + TS) / NHAB$	CHF/hab_mois/mois	17.10
CR cons	Coût de revient par m <sup>3</sup>	$(TB + TC + TS) / CE$	CHF/m <sup>3</sup>	3.80

#### Facturation actuelle

Libellé		Calcul	Unité	2024
	Taxes d'utilisation	TB + TC + TS	CHF/an	696
CR Hac	Coût de revient par habitant par an	(TB + TC + TS) / NHAB	CHF/hab_an	174
CR Hac	Coût de revient par habitant par mois	(TB + TC + TS) / NHAB	CHF/hab_mois	14.50
CR cons	Coût de revient par m <sup>3</sup>	(TB + TC + TS) / CE	CHF/m <sup>3</sup>	3.20

20

**ATB SA**

Il s'agit du même principe que pour l'eau potable et qui est lié aux infrastructures et au renouvellement nécessaire à mettre en œuvre ces prochaines années. Ces calculs permettront d'assurer un fonctionnement sur plusieurs années et d'obtenir l'autofinancement exigé par la loi.



Ce règlement a également été soumis à la Surveillance des prix et aucune remarque n'est parvenue pour l'instant, mais le taux de maintien est déjà au minimum, il ne devrait donc pas y avoir de proposition de baisser ce taux.

Tout comme pour le règlement précédent, il y a deux règlements sur lesquels l'Assemblée devra se prononcer, soit le règlement relatif à l'évacuation et au traitement des eaux et le règlement tarifaire.

Comme pour le règlement précédent, le **Vice-Président** propose de ne présenter que les têtes de chapitres.

**Personne ne s'y oppose.**

**Bernard Rohrbach** présente les titres de chapitres et le règlement est simultanément projeté au beamer.

Personne ne désirant s'exprimer, le **Vice-Président** passe au vote.

**Le règlement communal relatif à l'évacuation et au traitement des eaux (RETE) de la Commune mixte de Basse-Vendline est accepté à l'unanimité.**

## **Règlement tarifaire relatif à l'évacuation et au traitement des eaux (RETE) de la Commune mixte de Basse-Vendline**

Comme précédemment, le **Vice-Président** propose de ne lire que les titres en marge.

**Personne ne s'y oppose.**

**Bernard Rohrbach** donne lecture des titres en marge et le règlement tarifaire est simultanément projeté au beamer.

**DG** : est-ce qu'une différence a dû être faite entre les taxes de la STEP et de la SNEP ?

**FB** : la SNEP a été intégrée dans le système de traitement des eaux usées en prenant en compte la totalité des coûts.

**Claude André** : le SEVEBO a repris la SNEP de Beurnevésin avec le collecteur principal. Le SEVEBO gère l'épuration et la Commune gère le réseau. En tant que Commune fusionnée, le Conseil communal est parti sur un pied d'égalité. Pour répondre à la question de **DG**, **Claude André** indique que Beurnevésin sera un peu perdant dans ce cas-là, mais le village sera gagnant ailleurs.

**Le Maire** : avant, Beurnevésin payait déjà plus que Bonfol, mais il y avait un fonds de réserves, ce qui n'existait pas à Bonfol.

Plus personne ne désirant s'exprimer, le **Vice-Président** passe au vote.

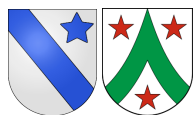
**Le règlement tarifaire relatif à l'évacuation et au traitement des eaux (RETE) de la Commune mixte de Basse-Vendline est accepté à l'unanimité.**

Le **Vice-Président** remercie **FB** pour ces présentations et ce dernier quitte la salle.

## **4. Discuter et adopter les taxes communales, la quotité d'impôt et voter le budget communal 2025**

**Grégory Hürlimann** informe que le budget 2025 pour la Commune de Basse-Vendline a été établi avec le plus grand soin, selon les besoins de la Commune et les indications qui ont été transmises du Canton.

Par conséquent, les charges et les produits atteignent respectivement CHF 5'071'431.00 et CHF 4'949'248.00, ce qui représente une perte de CHF 122'183.00.



Toutefois, tenant compte des dépenses d'investissements chiffrées à CHF 104'550.00, la perte serait réduite à CHF 17'633.00.

Ce budget, tenant compte de la quotité d'impôts et des taxes, a été soumis et validé par la Commission des finances en date du 27.11.2024, c'est pourquoi cette dernière ainsi que le Conseil communal recommandent l'acceptation du budget 2025, ainsi que la quotité d'impôt et les taxes.

Il demande au **Vice-Président** de faire voter l'entrée en matière.

**L'entrée en matière est acceptée.**

**Karine Gury** donne lecture des taxes et de la quotité qui sont simultanément projetées au beamer.

## **Taxes et quotité 2025**

**FG** : la taxe pour les micropolluants est nouvelle ?

**Le Maire** : la facturation de cette taxe est nouvelle, mais elle existe depuis plusieurs années. Jusqu'à présent, elle était absorbée par la Commune de Bonfol, car il y avait assez d'argent pour la financer, ce qui n'était pas le cas à Beurnevésin. Il s'agit d'une taxe de la Confédération pour les stations d'épuration. Les grandes stations d'épuration qui se sont équipées pour traiter ces micropolluants ne sont plus soumises, mais pour des Communes avec des bassins de population réduits, il est impossible de financer les équipements pour traiter ces micropolluants. C'est pour cela que la Confédération a instauré une taxe de CHF 9.00 par habitant qu'elle encaisse. Pour notre Commune, c'est le SEVEBO qui la reçoit et qui nous la refacture.

**FG** : c'est quoi ces micropolluants ?

**Bernard Rohrbach**: il s'agit surtout des médicaments. Les filtres à charbon traitent les petites molécules des médicaments. Porrentruy est la première station du Jura qui a traité ces micropolluants. Les installations sont financées en grande partie par la Confédération, mais les grandes villes sont prioritaires. Pour notre petite structure et avec ce financement, d'ici 20 ans, on devrait être équipé.

**Le Maire** : cette taxe est en vigueur depuis 2016 et elle n'a pas évolué. Ces micropolluants sont les antidépresseurs, le paracétamol.... Des tests ont été faits à la station d'épuration en raison de la chimie et il s'est avéré que l'on arrivait déjà à traiter certaines choses et les résultats étaient très bons. A Bonfol, cette taxe était englobée dans la taxe des eaux usées.

**DG** : qu'est-ce qu'il sera fait de la taxe de 18 centimes de l'are pour la contribution des chemins ?

**Le Maire** : jusqu'à présent, seuls les propriétaires de Beurnevésin paient cette taxe, car à Bonfol les propriétaires paient CHF 2.00 de l'are pour leur participation au remaniement parcellaire. Le 8<sup>ème</sup> acompte est payé et il en reste deux. Dès que les acomptes seront tous payés, soit dès la 11<sup>ème</sup> année, la taxe de 18 centimes par are sera instaurée. Les agriculteurs de Beurnevésin seront donc conviés à une séance dans le courant de l'hiver pour discuter de certains chemins et des travaux qui devraient être réalisés. Il relève qu'il y a un grand problème de banquettes qui provoquent parfois des conflits d'eau de surface. Il faudra donc convenir comment aborder ces problèmes et convenir du financement de ces travaux.

**DG** ne connaît pas la réserve qu'il y a pour les chemins de Beurnevésin. Il demande si on peut prélever dans cette réserve pour l'entretien des banquettes ou s'il faudra payer ?

**Le Maire** : à la fin du remaniement parcellaire de Bonfol, il faudra aussi établir un règlement. Selon lui, l'entretien des banquettes devrait être à la charge de l'exploitant qui a amené la terre sur la bordure. Effectivement, si on prélève ces travaux sur la taxe de 18 centimes, le fonds sera très rapidement épuisé. Si c'est la Commune qui doit tout faire, il faudra augmenter la quote-part de la participation. Cet argent est principalement à disposition pour réparer ou modifier un secteur d'un chemin. A titre d'exemple, il indique que c'est comme pour le prix de l'eau qui servira à faire des fonds de réserve pour financer des travaux lorsqu'il faudra changer une conduite, ceci sans voter de crédit.





En effet, au final, c'est le contribuable qui paie pour tout, alors que pour les chemins ruraux, c'est principalement les agriculteurs qui les utilisent.

**DG** : c'est la Commune de Bonfol qui doit faire un règlement ou celle de Basse-Vendline ?

**Le Maire** : effectivement, c'est la Commune de Basse-Vendline qui fera un règlement qui englobera les deux villages. Il en va de même pour Beurnevésin qui a un règlement pour les eaux de surface, mais dès que les travaux de revitalisation et de lutte contre les crues de la Vendline seront réalisés, un règlement sera voté qui englobera également Beurnevésin. Le but de la fusion est d'avoir quelque chose d'uniforme pour tout le monde.

**DG** : comment les consommations d'eau seront-elles évaluées ? Ce sera sur l'année ?

**Le Maire** : C'est comme pour le fisc, c'est le montant total qui déterminera la tranche dans laquelle on se situera et effectivement, le calcul se fera sur l'année. Il y aura un acompte et le décompte se fera en fin d'année. Toutefois, ce ne sera pas forcément une année civile. Cela pourra être par exemple du 14 décembre au 16 décembre de l'année suivante. Il demande un peu d'indulgence.

Plus personne ne désirant s'exprimer, le **Vice-Président** passe au vote.

**L'Assemblée approuve à l'unanimité la quotité et les taxes 2025.**

## **Budget 2025**

**Grégory Hürlimann** présente le budget qui est simultanément projeté au beamer.

### 22 : Services généraux

**FG** : pourquoi il y a une si grande différence dans les revenus entre 2024 et 2025 ?

**Grégory Hürlimann** : il s'agit de la contribution d'aide à la fusion reçue en 2024 de CHF 415'000.00.

### 162 : Défense civile

**FG** : comme ce compte concerne l'abri de Beurnevésin, où est l'abri de Bonfol dans les comptes ?

**Le Maire** : cet abri qui se trouve sous un des blocs n'est plus vraiment fonctionnel, car il y a eu des problèmes d'inondation.

**Karine Gury** : il y a des intérêts et des charges financières de CHF 1'250.00 pour l'abri de Bonfol.

**Le Maire** : une partie de l'abri est utilisée comme garage et il y a un local à côté. Si cet abri devait être utilisé, il faudrait s'assurer qu'il fonctionne, car des demandes de contrôles ont été faites à des entreprises, sans succès. Par contre, celui de Beurnevésin peut être loué et c'est le cas, par exemple, lors de marches gourmandes.

**Françoise Beuret** : la PC a retiré beaucoup de matériel qui n'était plus utilisé à Bonfol. Les lits sont tous démontés, et s'il fallait remettre l'abri en fonction, il y aurait du travail.

**MC** : cet abri ne devrait pas être laissé à l'abandon.

**Le Maire** : il n'est pas à l'abandon. Il y a eu un problème d'eau, car une pompe était défectueuse, et c'est le propriétaire qui doit réaliser les travaux, car à l'époque de la construction, un accord a été conclu avec le promoteur qui a construit l'immeuble. Une révision du matériel de filtration de l'air devrait être faite pour s'assurer qu'il soit fonctionnel si on devait l'utiliser. Le Conseil communal prend note de l'intérêt porté par l'Assemblée pour cet abri et il sera fait en sorte que ces contrôles soient réalisés.



**Françoise Beuret** : le concierge aère et nettoie régulièrement les locaux.

## 341 : Sport

**FG** : où sont comptabilisées les locations du complexe sportif ?

**Grégory Hürlimann** : c'est le FC Bonfol qui s'occupe de la gestion du complexe sportif et la Commune prend uniquement à charge l'entretien du terrain tous les deux ans.

**Le Maire** : auparavant lorsque le complexe sportif était loué, les locations revenaient à la Commune, mais un contrat a été passé il y a 3-4 ans avec le football qui gère tout. La tonte et l'entretien des alentours sont de la compétence du foot qui, en contrepartie, gère et encaisse les locations. Le club a également remplacé toutes les lampes et il doit organiser la Fête nationale pour la Commune qui prend en charge le feu d'artifice.

**FG** : pourquoi les charges sont si hautes dans le budget par rapport à 2024 ?

**Le Maire** : il s'agit de l'entretien du terrain de football avec du sable qui se fait tous les deux ans et qui reste à la charge de la Commune. Cette somme pourrait être répartie sur toutes les années et trouver un accord avec l'entreprise qui réalise les travaux. Mais en procédant comme maintenant, on peut faire marcher la concurrence. Ces travaux ont toujours existé et une somme de CHF 8'500.00 est prévue.

## 4 Santé

**FG** : la santé représente un tiers de charges par rapport au terrain de foot !

**Le Maire** : pour la santé, ce n'est pas tout à fait la même chose, car il y a beaucoup de postes qu'on retrouvera plus tard pour la prévoyance sociale, vieillesse et survivants. De plus, on se plaint tous du montant des primes maladie, en sachant que le Canton paie environ 50 %.

## 615 : Routes communales

**DG** : les rues sont beaucoup plus éclairées à Beurnevésin qu'à Bonfol et maintenant, il n'y a plus de différenciation de prix de l'électricité entre le jour et la nuit.

**Claude André** : avant la fusion, Bonfol a équipé l'éclairage public le long de la route cantonale avec un éclairage dynamique. C'est-à-dire que les lampadaires s'éteignent et se rallument au passage des véhicules. A Beurnevésin, ce système d'éclairage n'a pas été choisi lors de la réalisation de la traversée du village. Le lotissement est également éclairé de loin. La nouvelle taxe qui a été votée de 0.70 ct servira à l'entretien des lampadaires et l'autre partie sera dédiée aux investissements pour l'économie d'énergie. Le Canton refuse que l'on prélève actuellement de l'argent. Une directive plus précise est attendue, car le but est d'utiliser cette part-là pour essayer de diminuer l'éclairage public.

**DG** : cette option existe à Beurnevésin. Il avait été proposé d'adapter l'éclairage plus tard le soir ou plus tôt le matin.

**Claude André** : à Bonfol, l'éclairage baisse d'intensité.

**Le Maire** : à Bonfol, il y a des capteurs, ce qui n'est pas le cas à Beurnevésin. Lorsqu'une voiture passe, elle allume les candélabres. Il n'y a pas cette installation à Beurnevésin. Par contre, comme l'éclairage est en LED, on peut certainement régler l'intensité de l'éclairage. Alors, si on estime que la lumière est trop forte à Beurnevésin, on pourrait demander à BKW de baisser l'intensité. Il rappelle qu'il y a ces temps-ci de la circulation nocturne de personnes qui visitent les biens et les maisons. Un bon éclairage peut donc dissuader. A Bonfol, la route de Courtavon et la rue de la Grenière sont également équipées d'un éclairage LED dynamique.



**GB** : comment fonctionnent ces capteurs ? car il fait beaucoup de marche la nuit et lorsqu'il passe sous certains candélabres, ils ne s'allument pas, alors que lorsqu'une voiture passe tous phares allumés, ils s'illuminent.

**Le Maire** : on demandera à BKW de procéder à un réglage pour que les candélabres s'allument lors du passage d'un piéton. A la route de Courtavon, le passage d'un chat provoquait l'illumination des lampadaires. Un réglage a été effectué.

**JMM** : la remarque de **GB** est pertinente, car l'éclairage augmente lorsque l'on passe sur la route cantonale en voiture, mais pas lorsqu'on marche.

## 730 : Gestion des déchets

**JMM** : ces services devaient toujours s'autofinancer et il y a une plus-value d'environ CHF 9'000.00.

**Grégory Hürlimann** : effectivement, il y a un bénéfice, ce qui permettra de faire des investissements à la déchetterie et d'entretenir les installations.

**JMM** : est-ce que la plus-value restera dans le compte dédié aux déchets ou est-ce qu'elle passera dans le compte de fonctionnement comme l'année passée ?

**Le Maire** : le but de MCH2 est, comme pour l'eau où 60 à 70 % du réseau doit être renouvelé. On voit qu'on fait du bénéfice, mais c'est pour créer un fonds de réserves. Pour les déchets, c'est exactement la même chose. Pour la déchetterie, des aménagements doivent être réalisés, comme l'achat d'un compacteur, mais si on réalise trop de bénéfices, les taxes seront abaissées. Il y a un règlement qui fixe les règles et un règlement tarifaire qui permet de changer les taxes toutes les années. Si l'on a toujours des budgets trop à l'équilibre, on constate que ce n'est pas toujours idéal, surtout s'il faut faire des modifications. Par exemple, il y a eu beaucoup de travaux pour le chauffage et les budgets étaient trop restreints. Par conséquent, il n'y a presque pas de réserves aujourd'hui.

## 910 : Impôts

**JMM** : concernant les charges de CHF 35'800.00, est-ce que la Commune a quelque chose à dire pour les éliminations d'impôts ?

**Grégory Hürlimann** : il s'agit de chiffres qui proviennent du Service des contributions.

**Le Maire** : Il peut y avoir des variations d'impôts dues à des mauvais calculs. Il arrive qu'il y ait des demandes de remise d'impôts, mais elles sont systématiquement refusées par le Conseil communal. Toutefois, si la décision se fait au niveau du Canton, le Conseil n'a plus rien à dire, mais les demandes sont assez rares.

**Grégory Hürlimann** communique les totaux du budget qui bouclent sur des charges de CHF 5'071'431.00 et des revenus de CHF 4'949'248.00 ce qui représente une perte de CHF 122'183.00.

Les résultats des services sont également présentés par **Grégory Hürlimann**.

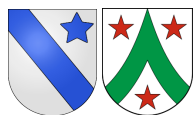
Les dépenses d'investissements sont également présentées. Elles s'élèvent à CHF 104'550.00 et sans ces investissements, le budget 2025 bouclerait sur une perte de CHF. 17'633.00.

**FG** : quelles machines sont prévues à l'école ?

**Markus Schwendimann** : il énumère les machines qui seront achetées pour un montant de CHF 3'000.00.

Plus personne n'ayant de questions, le **Vice-Président** passe au vote.

**L'Assemblée accepte à l'unanimité le budget 2025.**



## 5. Divers

**FG :** il y a 1 – 1 ½ an, un rapport pour l'eau potable a été distribué à la population qui indiquait qu'une source était polluée, mais que ce n'était pas grave, car c'était la plus petite et que l'eau pouvait être diluée avec l'eau d'une autre source plus grande. Il s'agit d'un polluant qui ne disparaît pas, mais cette année, on a reçu une autre information qui dit que l'eau est bonne, alors qu'elle provient des deux mêmes sources. Est-ce que l'on a une influence et où en est-on avec ce polluant ?

**Le Maire :** il s'agit du chlorothalonil, qui est un produit agricole polluant qu'on retrouve toujours. La différence entre 2023 et 2024 est la pluviométrie qui fait que l'on a plus ou moins dilué ce polluant dans l'eau. Toutefois, on parle de traces qui sont très loin de la tolérance qu'on devrait avoir et aujourd'hui, on n'a pas de problèmes de sécurité.

**FG :** il était indiqué que dans la plus petite source, la tolérance était dépassée, mais que ce n'était pas grave, car l'autre source la dilue. Selon elle, si une source dépasse la tolérance, c'est grave, même si on peut diluer la pollution, car on sait que pour l'homéopathie, plus on dilue, plus c'est pire. A-t-on donc une influence sur la provenance de l'eau ?

**Le Maire :** la station au milieu du village de Vendlincourt pompe l'eau de la Vendline et ensuite il y a la Golatte qui vient d'Asuel et qui coule selon sa disponibilité. Cette source coule directement jusqu'à Vendlincourt et c'est la Vendline qui fait la différence, s'il y a besoin de plus ou moins d'eau, mais l'eau des deux sources est toujours utilisée. S'il devait y avoir un problème de qualité de l'eau, il serait réglé, car désormais, tous les réseaux sont reliés et on peut être alimenté depuis Porrentruy ou St-Ursanne, car une conduite a été installée entre Alle et Vendlincourt. Il confirme qu'il y a toujours le problème sur la Vendline qui est connu. Ce produit étant interdit, cette pollution devrait donc aller en diminuant. Il ne faut également pas oublier que les analyses permettent de détecter d'autres polluants et c'est à la Confédération de décider quel polluant est acceptable et à quel taux. Il confirme qu'en 2023, on dépassait la tolérance pour la Vendline au pompage, mais ensuite, il y a toute la filtration qui règle certains problèmes directement à la station de Vendlincourt.

**DG :** est-ce qu'il y a des informations sur l'avancement du PAL ?

**Le Maire :** une séance était agendée hier pour le PAL de Beurnevésin, mais la personne en charge du dossier a été hospitalisée durant le week-end et cette rencontre a donc été annulée. Les PAL des deux villages sont au même stade d'avancement et ils seront synchronisés dans les dépôts publics.

**Markus Schwendimann :** le PAL de Bonfol est au Canton pour une dernière vérification avant le dépôt public. Celui de Beurnevésin va suivre en début d'année. Au printemps, il y aura le dépôt public qui sera fait pour les deux villages.

**DG :** il n'entrera donc pas en vigueur en 2025 ?

**Markus Schwendimann :** en principe, oui.

**Le Maire :** il faudrait qu'il n'y ait pas trop d'oppositions pour qu'il puisse entrer en vigueur en 2025.

**DG :** et si on a des modifications à faire ?

**Le Maire :** alors il faudra faire opposition.

**DG :** c'est par rapport à l'économie rurale.

**Le Maire :** il y a deux choses, tout d'abord il y a un projet de mutations de trottoirs. Cela prend du temps et on ne sait pas pourquoi, mais il y avait 3-4 personnes qui n'ont pas rendu les documents signés. Pour le PAL, s'il est en dépôt public au printemps et qu'il n'y a pas trop d'oppositions, il y aura l'Assemblée communale qui devra le ratifier et cela pourra aller très vite. Cela dépendra de l'accueil que la population fera au PAL lors du dépôt public.

**DG :** on a 10 ans de retard.





**Le Maire** : sauf erreur, un PAL est valable juridiquement 15 ans et ces PAL ont entre 40 et 50 ans. On a donc plus que 10 ans de retard.

**DG** : à quand remonte le PAL de Beurnevésin et combien coûtera le nouveau ?

**Claude André** : il remonte à 1987.

**Markus Schwendimann** : celui de Bonfol remonte à 1989. Pour le PAL de Beurnevésin, des crédits ont été votés, mais cela représente quelques centaines de milliers de francs.

**MC** : est-ce qu'il n'y a pas un problème d'orientation du pont du cimetière ?

**Le Maire** : il semblerait qu'il ait la même orientation que l'ancien pont. Effectivement, lors d'une séance de chantier, la même question a été posée. Il confirme que, si on le regarde, il est droit par rapport à la route, mais si on regarde depuis le cimetière, il devrait être orienté dans l'autre direction. Il donne 100 % raison à **MC**. Les fondations n'ont pas été changées, c'est uniquement le pont qui a été refait. Pour changer l'angle, il aurait fallu déplacer les fondations et cela aurait coûté le double. On ne s'en apercevait pas avant, mais il était déjà positionné comme maintenant.

**Bernard Rohrbach** : confirme que c'est la première chose qui a été dite, mais il a été prouvé qu'il était droit. Par contre, les arbres ont été repoussés d'au moins 4 mètres et il y aura beaucoup plus de surlargeur et il est plus grand de 1.20 mètre, ce qui simplifiera le passage.

**Le Maire** : il y aura encore au bord de la route cantonale des mutations pour élargir la route, et c'est à cette occasion qu'il a été constaté que le trottoir du côté de la propriété de **M. C.** est privé. Une mutation interviendra avec le propriétaire et la Commune, qui permettra d'élargir la route pour une meilleure circulation sur le pont.

**MC** : les matériaux apportés par le SAF à la carrière Cras Challet ne pourraient pas être enlevés pour permettre d'y déposer du matériel provenant des rues qui sont refaites à Bonfol. Cela éviterait d'amener du matériel ailleurs et de payer des taxes.

**Bernard Rohrbach** : normalement, tout le matériel amené par le remaniement sera enlevé et une demande a été faite au Canton pour réhabiliter cette carrière en pâturage d'ici 10 ans. Le but est de déposer dans cette carrière, les matériaux des travaux réalisés au village. Toutefois, il y a un problème avec le Canton qui disait que cela coûterait CHF 2'000.00 alors qu'on en est déjà à CHF 15'000.00. Tout a été bloqué et des négociations sont en cours avec le Canton. De plus, des demandes de dons ont été lancées pour tenter de financer ce projet.

**Le Maire** : il ne s'agira pas d'une décharge publique, mais le lieu sera uniquement réservé à des ouvrages pour la collectivité publique. Les déblais des prochaines rues seront déposés là. Le Canton s'était engagé sur place à faciliter la tâche des Autorités communales et à trouver un accord de principe, même si un dépôt public devra être fait. Cependant une fois de retour au bureau, le Canton a décidé qu'il voulait tout un dossier établi par un bureau d'ingénieurs et le Conseil communal a refusé. Il confirme que le SAF a encore un peu de matériel qu'il doit transporter prochainement sur un des sites de remblayage à sa disposition.

**Le Maire** remercie l'Assemblée de ce soir qui était constructive. L'année qui s'achève était très chargée pour les Autorités communales et pour le bureau. Il remercie sincèrement l'ensemble du personnel, et plus spécialement le personnel administratif qui a travaillé dans le bruit, les vibrations et les déménagements. On peut voir que les travaux ont bien avancé, même s'ils ne sont pas encore terminés. Il remercie également le voisinage et il informe qu'une porte-ouverte sera organisée au printemps, lorsque tous les travaux seront terminés. Pour sa dernière séance de l'année, le Conseil communal pourra profiter de son nouveau local.

